

Parole aux jeunes Japonais

Dans le cadre d'un concours de dissertation organisé pour des étudiants d'universités japonaises par le FMI, le ministère des finances japonais et la Banque du Japon, il a été demandé aux candidats d'écrire sur l'économie mondiale et le rôle du FMI. Les trois gagnants ont été invités à participer à une table ronde des jeunes lors des assemblées annuelles 2012 du FMI et de la Banque mondiale à Tokyo en présence de la Directrice générale adjointe du FMI, Nemat Shafik, et de jeunes venant de toute l'Asie.



Tomoko Kaida étudie les relations internationales à l'université Kanazawa; elle a créé, avec d'autres, une association à but non lucratif pour promouvoir à des fins éducatives et professionnelles la compréhension entre les Japonais et les étrangers vivant au Japon.

Être jeune en période de crise économique mondiale est extrêmement frustrant. On a l'impression d'être un observateur invisible dont les intérêts et l'avenir sont en jeu, mais sans pouvoir influencer les événements ou y prendre part de quelque façon que ce soit.

Les jeunes des pays développés pensent qu'ils n'auront probablement pas les possibilités qu'ont eues leurs parents et leurs grands-parents — tandis qu'au même moment, ceux des pays sous-développés et en développement sont déçus de constater que leur avenir ne sera pas aussi brillant qu'ils l'attendaient.

À mon avis, cela résume l'opinion actuelle des jeunes sur l'état actuel de l'économie mondiale.

Le FMI a une mission claire qui consiste, entre autres, à favoriser la stabilité économique mondiale. Avec les instruments dont il dispose, il stabilise financièrement les pays, atténue leurs difficultés économiques (et celles de leurs citoyens) et leur évite la faillite. Le rôle et la responsabilité du FMI dans la stabilisation de l'économie mondiale sont donc importants. Pourtant, malgré certaines évolutions positives (comme l'Initiative du FMI pour le dialogue avec les jeunes), ses politiques et pratiques donnent trop peu de place à la jeunesse. Certes, la stabilisation financière d'un pays a généralement un effet positif sur le niveau d'emploi de la population, y compris les jeunes, mais cela ne suffit pas et le FMI devrait devenir beaucoup plus sensible à ce sujet.



Daisuke Gatanaga est étudiant en chimie à l'université de Yale. Il a étudié à Kyoto, au Japon, pendant l'été 2011 et a été stagiaire au Programme alimentaire mondial (PAM) à l'université des Nations Unies de Tokyo pendant l'été 2012.

En fait, il devrait aller de l'avant et attacher à ses mécanismes de prêt ce que j'appelle une «conditionnalité pour les jeunes», liée à l'existence d'une politique nationale de la jeunesse. Actuellement, quand il prête, le FMI demande qu'un gouvernement soit prêt à ajuster ses politiques pour traiter d'éventuels problèmes et rembourser son emprunt. Il faudrait élargir cette conception en allant au-delà des politiques économiques classiques. À l'avenir, les gouvernements qui souhaitent bénéficier de l'aide du FMI devraient indiquer quelles politiques ils mènent (ou vont mener) en faveur des jeunes et démontrer qu'une partie des fonds prêtés par le FMI sera investie pour ouvrir des débouchés aux jeunes. Il faudrait aussi prendre en considération les programmes d'emploi, d'éducation formelle, de formation professionnelle, etc. destinés aux jeunes.

J'ajoute que ce concept a des avantages économiques logiques pour le FMI. En attachant la conditionnalité pour les jeunes à ses politiques de prêt, il incitera le pays à investir dans la génération qui remboursera (probablement) le prêt. De cette façon, le FMI garantira le remboursement, ce qui correspond naturellement à son intérêt financier à long terme. En même temps, les jeunes des pays emprunteurs auront le sentiment d'être partie prenante et de ne pas être tenus à l'écart. Plus tard, ils pourront dire : «Oui, nous nous souvenons qu'une partie de ce prêt du FMI a été investie dans notre avenir et nous estimons que c'est une dette légitime dont nous avons effectivement bénéficié».

En conclusion, nous prenons acte des tentatives du FMI pour accroître le rôle des jeunes dans la solution des problèmes économiques préoccupants du moment. Mais on attend une plus grande prise de conscience de l'institution à leur égard, et je me permets de lui donner un nom : «responsabilité mondiale du FMI à l'égard de la jeunesse» (RMJ). C'est ce qu'attendent les jeunes du monde entier. ■

En tant qu'étudiant en chimie à Yale, j'admets que je me suis parfois trouvé trop absorbé par mes études sur les électrons et les protons pour m'intéresser à autre chose. Cet été, toutefois, je suis sorti de l'univers clos des laboratoires de chimie pour faire un stage au Programme alimentaire mondial. Ce que j'ai découvert dans cette activité est stupéfiant et alarmant. Au Sahel, des mères font bouillir des plantes

normalement non comestibles pour essayer désespérément de nourrir leurs enfants. Au Soudan du Sud, les mauvaises récoltes ont déclenché une vague de violence et entraîné le déplacement de populations nombreuses en leur laissant peu d'espoir ou de moyens d'existence. Dans le monde entier, ces crises alimentaires ont été aggravées par la situation économique, caractérisée par une forte inflation, la montée des prix de l'alimentation et de l'énergie ainsi que l'instabilité des marchés mondiaux.

Ayant vécu la plus grande partie de mon existence de manière assez confortable dans des pays développés comme les États-Unis et le Japon, je peux difficilement mesurer la détresse que cause l'absence de moyens de subsistance de base. Je devrais peut-être même me réjouir que la pire conséquence de la récente crise mondiale pour ma famille ait été la perte de l'emploi de mon père l'année dernière. Mais même cela a inévitablement provoqué appréhension et tristesse dans ma famille lorsque mon père s'est trouvé confronté à un marché du travail apparemment impitoyable.

Je ne prétends pas être capable de proposer des solutions révolutionnaires pour résoudre ces problèmes économiques. Mais mon expérience personnelle du PAM et du chômage de mon père m'a sensibilisé aux réalités du système financier mondial et de ses crises récentes. Même si les répercussions de ces crises diffèrent d'un pays à l'autre, il semble bien, à la lumière de la crise financière

mondiale de 2007–08, que les avertissements avaient été nombreux. Étant donné que la mondialisation continue de lier les économies nationales en réseaux internationaux, les institutions internationales comme le FMI ont un rôle essentiel à jouer dans la supervision macroprudentielle ainsi que pour assurer la croissance économique et la stabilité financière universelles. En même temps, le FMI ne doit surtout pas oublier que — derrière les données, chiffres et calculs qui servent à la surveillance et à l'analyse monétaires — l'économie concerne des êtres réels, qui veulent se faire entendre.

Je crois donc que le rôle du FMI doit être celui d'un intermédiaire grâce auquel les gens du monde entier — dont les jeunes adultes comme moi — peuvent faire connaître leurs opinions et engager un dialogue bilatéral. En tant qu'institution monétaire internationale, le FMI est seul à offrir un forum de ce type qui intègre un large éventail de personnes d'origines diverses. C'est seulement quand les gens ont le sentiment de pouvoir peser sur un avenir qui les concerne qu'il y a un espoir de coopération et de compréhension internationales, ou d'éliminer les déficiences de l'information, de la communication et de la transparence qui ont entraîné les crises économiques du passé. Dans un monde de plus en plus interconnecté, j'ai la conviction que le FMI est un socle à partir duquel nous pouvons envisager l'avenir avec optimisme en nous efforçant d'établir une coopération monétaire internationale. ■



Kenji Nakada, originaire de Shizuoka, est étudiant en économie à l'université de Tokyo. Il a été stagiaire à Citigroup, à l'hebdomadaire *The Economist* et à la Banque du Japon.

Dans cette dissertation, je soutiens que le FMI peut, moyennant certaines améliorations, contribuer plus efficacement à la mondialisation en sa qualité de forum de dialogue international. Je mentionne d'abord plusieurs changements du contexte économique engendrés par la mondialisation. Je cite ensuite l'exemple récent d'un problème monétaire international à propos duquel le FMI aurait pu jouer un rôle important et je propose des améliorations pour lui permettre d'agir avec vigueur.

La mondialisation crée de fortes connexions entre les économies de sorte que trois mots commençant par un D — dépendance, diversité et différends — dominant. Dans le cadre de la mondialisation, les économies sont interdépendantes et les communautés diversifiées. Dépendance et diversité impliquent souvent des différends. Comme on l'a constaté à l'occasion de la crise financière actuelle, il y a des différends économiques innombrables dans le monde — à propos des régimes de change, des flux de capitaux transfrontaliers, de la réglementation bancaire et des déséquilibres des paiements courants. La nouvelle génération devra travailler dans un même effort pour les régler et j'ai la conviction que la solution se trouve dans un quatrième D, le dialogue. Le dialogue international améliore la compréhension mutuelle entre les pays, qui est le fondement de la stabilité financière.

La politique monétaire a fait l'objet d'un différend récent dans lequel le FMI aurait pu jouer un rôle important. En réaction à la crise actuelle, les pays industrialisés ont adopté des politiques

monétaires volontaristes pour soutenir la croissance. Selon certains pays émergents, la surabondance monétaire résultant de ces politiques leur porte préjudice en suscitant de l'inflation. À mon avis, les autorités monétaires des pays industrialisés devraient prendre ce grief plus au sérieux, car, avec la mondialisation, les difficultés des économies émergentes se répercutent sur les autres par le canal des exportations. Le FMI aurait pu lancer une coordination internationale des politiques, par exemple dans le cadre des réunions du G-20, pour rendre les politiques monétaires plus efficaces dans les économies industrialisées et moins dommageables dans les économies émergentes.

Le FMI est bien placé pour jouer ce rôle parce qu'il a deux avantages sur les autres institutions monétaires internationales. Le premier est son remarquable outil d'analyse, appuyé sur les consultations au titre de l'article IV. À partir de ses propres études, le FMI peut donner une interprétation cohérente des situations économiques, et constituer ainsi une référence pour le dialogue entre les pays. Le deuxième avantage est qu'il dispose de fonds. Le FMI peut encourager des politiques de coopération en apportant des contributions financières et il est la seule institution existante à disposer de telles incitations. Malgré ces avantages, le FMI doit évoluer. Ses moyens d'étude devraient être renforcés pour résoudre des problèmes de plus en plus complexes. En outre, il est indispensable que le FMI soit vraiment considéré comme équitable et neutre, afin que l'on ait pleinement confiance en ses analyses et propositions. Si ces progrès sont effectués, je crois que le FMI pourra mieux parvenir à stabiliser le système financier.

Plus la mondialisation avance, plus le rôle du FMI comme facilitateur du dialogue international devient important. Il peut encourager la coopération entre les parties prenantes du système monétaire mondial et aider ainsi les économies à bénéficier de la mondialisation tout en évitant ses inconvénients. Je suis persuadé que cela conduira à la stabilité financière et à un assainissement de l'économie mondiale. ■